



[Qui sommes nous ?](#)

[Notre actualité](#)

[Événements](#)

[Revue de presse](#)

[Nous aider](#)

[Nous contacter](#)

Lumière sur Sunshine

Ce que les labos donnent à nos médecins

Open Data sur les cadeaux et contrats versés par les laboratoires pharmaceutiques aux praticiens de santé entre janvier 2012 et juin 2014



Open Data sur les cadeaux et contrats de l'industrie pharmaceutique

Les données de 2 800 000 avantages et conventions liant les laboratoires pharmaceutiques avec les médecins et praticiens de santé.

Projets citoyens

- [NosDéputés.fr](#) & [NosSénateurs.fr](#)
- [La Fabrique de la Loi](#)
- [NosFinancesLocales.fr](#)
- [Numérisons les déclarations d'intérêts](#)
- [Simplifions la loi 2.0](#)
- [Présence en commissions](#)
- [Redécoupage électoral](#)

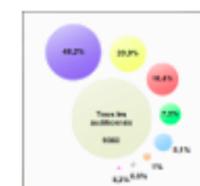
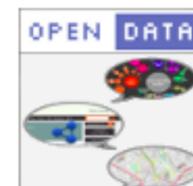
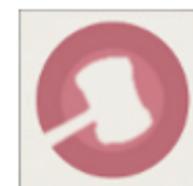
Plaidoyers & activités

- [Promotion de l'Open Data](#)
- [Transparence des votes du Parlement](#)
- [Transparence du lobbying](#)
- [Notes juridiques](#)
- [Open Data Camp à Paris](#)
- [Gazouillis depuis l'hémicycle](#)
- [Événements](#)

Notre actualité

L'Open Data français mérite mieux qu'une transposition au rabais de la

Nos initiatives



[Nous suivre](#)



NOS DÉPUTÉS.FR

OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE



Les Députés

Les Dossiers

Les Citoyens

FAQ

Rechercher un député, une ville, un mot, ...

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

Bienvenue sur NosDéputés.fr

NosDéputés.fr est un site qui cherche à mettre en valeur l'activité parlementaire des députés de l'Assemblée nationale Française. En synthétisant les différentes activités législatives et de contrôle du gouvernement des élus de la nation, ce site essaie de donner aux citoyens de nouveaux outils pour comprendre et analyser le travail de leurs représentants.

Conçu comme une plateforme de médiation entre citoyens et députés, le site propose à chacun de participer et de s'exprimer sur les débats parlementaires. Au travers de leurs commentaires, les utilisateurs sont invités à créer le débat en partageant leur expertise lorsque cela leur semble utile. Peut-être pourront-ils ainsi nourrir le travail de leurs élus ?

Vous pouvez consulter l'activité de leurs collègues du [Sénat](#) sur notre autre initiative [Nos Sénateurs](#).

Toute l'équipe du collectif [RegardsCitoyens.org](#).

Le député du jour



Martial Saddier

Un autre député au hasard

Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

75018

Trouver mon député

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...

En ce moment à l'Assemblée nationale

agrément aidant archives **art** artistes-interprètes associatif **auteur**
autonomie avère **âgée** biocide bloc cci chambre cité

Activité parlementaire des 12 derniers mois

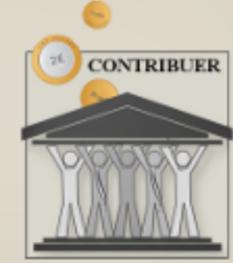
Députés Interventions Amendements Propositions Quest. Écrites





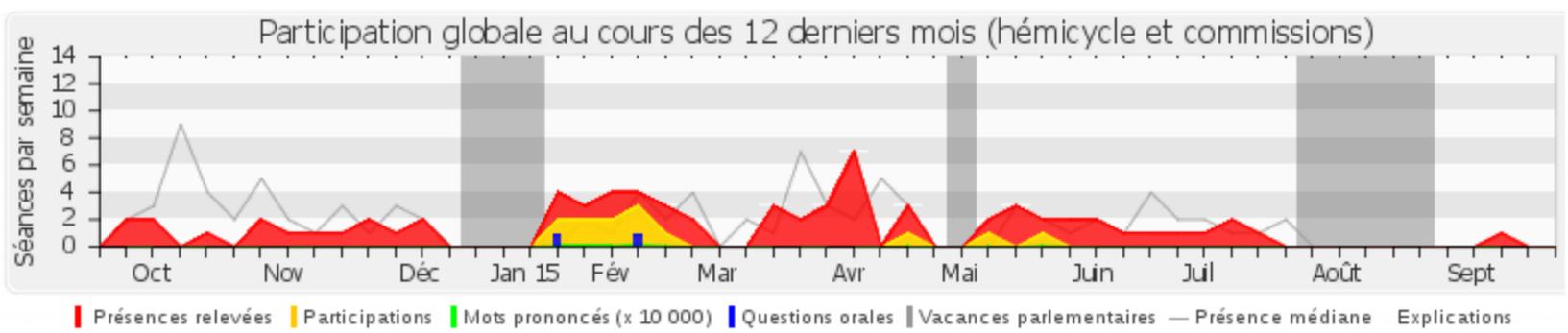
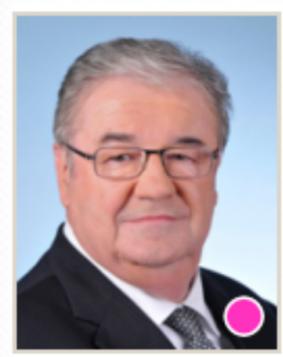
NOS DÉPUTÉS.FR

OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE



Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

Daniel Vaillant , député SRC de la 17ème circonscription de Paris



Activité (12 derniers mois) : : 33 : 64 : 13 : 3 : 8 : 0 : 0 : 16 : 0 : 2

Informations

Mandat en cours depuis le 20 juin 2012
Sa page NosDéputés.fr pour l'ancienne législature
Groupe politique : Socialiste, Républicain et Citoyen (membre)
Parti politique (rattachement financier) : Parti socialiste
Profession : Technicien biologiste
Page sur le site de l'Assemblée nationale
Page sur Wikipédia
Sur Twitter

Responsabilités

Commission permanente :
Lois constitutionnelles, législation et administration générale de la république (membre)
Fonctions judiciaires, internationales ou extra-parlementaires :
Conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (membre titulaire)

Travaux législatifs

Ses derniers dossiers

Suivre l'activité du député

par email par RSS sur mon site

Champ lexical (sur 12 mois)

organisateur police préfet renseignement
Tous ses mots

Productions parlementaires

Ses derniers rapports

Ce député n'a déposé aucun rapport.

Ses dernières propositions de loi

Ce député n'a déposé aucune proposition de loi.



Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

matières premières agricoles

Rechercher

Résultats pour « *matières premières agricoles* »

Affiner par date : entre juin 2012 et septembre 2015



Résultats 1 à 20 sur 1895 triés par pertinence — trier par date

Amendement N° CF-116 au texte N° 566 - ARTICLE PREMIER (rejeté)

Après l'alinéa 10, il est inséré un 3° ainsi rédigé : « 3° Tout investissement dans des fonds indexés, même partiellement, sur des *matière premières agricoles* et toute opération financière sur les contrats financiers dont le sous-jacent est une *matière première agricole*, à l'exception des contrats sur les marchés dérivés de *matières premières agricoles* qui répondent à des besoins de couverture légitime des risques liés à l'activité *agricole*. » M. Nicolas Sansu, M. Gaby Charroux

[Consulter](#)**Amendement N° 51 au texte N° 1091 - ART. PREMIER (Retiré)**

Le présent projet de loi interdit les opérations à terme sur les marchés *agricoles* dans la filiale mais omet d'interdire les activités spéculatives menées sur les marchés de *matières premières agricoles* menées pour le compte de clients. Compte tenu de l'impact direct de ces activités spéculatives sur la sécurité alimentaire mondiale, le présent amendement propose de corriger cette lacune. Rédiger ainsi l'alinéa 35 :« 2° Tout investissement dans des fonds indexés, même partiellement, sur

[Consulter](#)**Amendement N° CE1036 au texte N° 1548 - ART. 6 (Adopté)**

En cohérence avec la loi de séparation bancaire promulguée au mois de juillet 2013, cet amendement vise à exiger des coopératives la même obligation de transparence que les établissements bancaires quant à leurs activités sur les marchés de produits de dérivés sur les *matières premières agricoles*. Les coopérateurs sont en droit de connaître les activités menées par leurs coopératives sur ces marchés via leurs filiales et holdings. Les coopératives devront indiquer dans leur rapport - prévu à l

[Consulter](#)**Amendement N° 59 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Rejeté)**

Le projet de loi interdit les opérations à terme sur marchés *agricoles* dans la filiale. Mais l'essentiel de la spéculation restera réalisée dans la maison mère, puisque toutes les activités menées pour le compte de clients sont définies dans le projet de loi comme étant « utiles », et ne seraient donc pas concernées par la filialisation, quand bien même ces activités seraient, par nature, spéculatives. Sur un sujet aussi sensible que les marchés de *matières premières agricoles*, dont les activités

[Consulter](#)**Amendement N° 112 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Rejeté)**

Le présent projet de loi interdit les opérations à terme sur les marchés *agricoles* dans la filiale mais omet d'interdire les activités spéculatives menées sur les marchés de *matières premières agricoles* pour le compte de clients. Sans méconnaître les difficultés soulevées par cette question, mais compte tenu de l'impact qu'ont ou peuvent avoir ces activités spéculatives sur la sécurité alimentaire mondiale, le présent amendement propose de corriger cette lacune en posant le principe de l

[Consulter](#)**Amendement N° 277 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Retiré)**

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Rechercher par législature

- 13^{ème} législature
- 14^{ème} législature

Affiner la recherche

Filtrer par type de résultat

- Interventions (692)
- Questions écrites (684)
- Documents parlementaires (268)
- Amendements (242)
- Commentaires (9)

Filtrer par député

- Brigitte Allain (45)
- Danielle Auroi (43)
- Pierre Morel-a-l'huissier (40)
- Martial Saddier (37)
- Charles De Courson (34)
- Veronique Louwagie (33)
- Denis Baupin (32)
- Eric Alauzet (32)
- Marc Le Fur (32)
- Paul Molac (32)
- Barbara Pompili (29)
- Michele Bonneton (29)
- Francois-michel Lambert (28)
- Laurence Abeille (28)
- Francois De Rugy (27)
- Jean-louis Roumegas (25)
- Thierry Benoit (25)
- Christophe Cavard (24)
- Eva Sas (24)
- Gilles Lurton (24)
- Jean-jacques Candelier (24)
- Jean-pierre Decool (24)
- Noel Mamere (24)
- Sergio Coronado (24)
- Dominique Potier (23)
- Maurice Leroy (23)



Les parlementaires font-ils la loi ?

Explorez l'évolution de la loi au fil de la procédure parlementaire avec La Fabrique de la Loi !

Explorer plus de 290 textes de lois *

* parmi 415 promulgués depuis 2010
faute d'OpenData officielle

Les derniers textes débattus

Renseignement

1156 amendements

Économie réelle

518 amendements

Géolocalisation

115 amendements

Les textes les plus amendés

Mariage pour couples de personnes
du même sexe

9201 amendements

Collectivités territoriales

2122 amendements

Élection et modification du
calendrier électoral

2043 amendements

PJL Activités bancaires

< Voir la chronologie du texte

Vue compacte

?



Article 4 bis A

Titre 1 : Séparation des activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives

2^{ème} Lecture · Assemblée · Hémicycle

Article réintroduit à cette étape

- La liste des États et territoires non coopératifs, tels que définis à l'article 238-0 A du code général des impôts, fait l'objet d'un débat chaque année devant les commissions permanentes compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, en présence du ministre chargé des finances.

PJL Activités bancaires

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data / Git](#)

[< Voir la chronologie du texte](#)

Vue compacte ▾

?

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				2 ^{ème} Lecture				Commission Mixte Paritaire		
Gouv.	Assemblée		Sénat		Assemblée		Sénat		CMP	AN	Sénat
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.



Article 4 bis A

Titre 1 : Séparation des activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives

2^{ème} Lecture • Assemblée • Hémicycle

Article réintroduit à cette étape

- La liste des États et territoires non coopératifs, tels que définis à l'article 238-0 A du code général des impôts, fait l'objet d'un débat chaque année devant les commissions permanentes compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, en présence du ministre chargé des finances.



PJL Activités bancaires

- [Dossier Sénat](#)
- [Loi sur Légifrance](#)
- [Dossier Assemblée](#)
- [Open Data / Git](#)

[< Voir les articles du texte](#)

Vue « échiquier politique » ▾

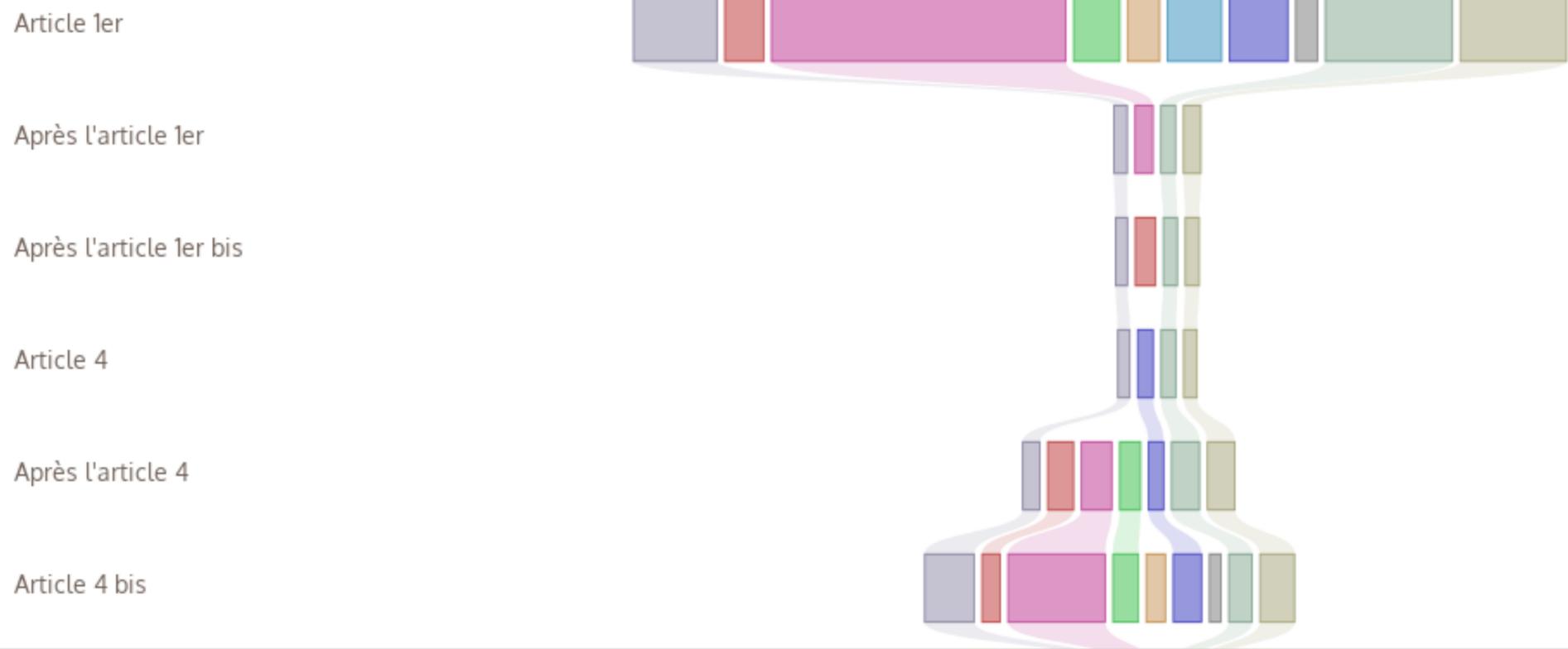


Dépôt	1 ^{ère} Lecture				2 ^{ème} Lecture				Commission Mixte Paritaire		
Gouv.	Assemblée		Sénat		Assemblée		Sénat		CMP	AN	Sénat
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

DÉBATS

Chaque boîte représente un groupe d'orateurs intervenus dans les débats sur un sujet. La longueur indique le nombre de mots prononcés et la couleur le groupe politique. Cliquez sur une boîte pour voir la liste des orateurs et consulter le texte des débats.

Cliquez sur le bouton ci-dessus pour voir un tutoriel interactif de cette visualisation.



LÉGENDE

- GDR
- SRC
- ECOLO
- RRDP
- UDI
- UMP
- NI
- Présidence
- Rapporteurs
- Gouvernement
- Auditionnés

Séparation et régulation des activités bancaires

Article 4 bis



Denis Baupin, président

La parole est à M. Éric Alauzet, premier orateur inscrit sur l'article 4 bis.

[Laisser un commentaire](#)



Éric Alauzet

Nous sommes encore loin de la fin de ce débat mais, au moment d'aborder l'article 4 bis, je souhaite signaler l'importance de ce que nous avons décidé en commission. L'instauration de la transparence pour l'ensemble des activités bancaires des filiales de banques françaises dans tous les pays, sans stigmatiser aucun d'entre eux, est une avancée colossale, que nous pouvons tous saluer sur ces bancs, en tout cas à gauche.

J'insiste sur la dimension collective de notre action. Vous n'avez pas seulement accepté cette transparence, monsieur le ministre : je sais que vous y étiez sensible et que vous auriez pu, dans d'autres circonstances, faire vous-même cette proposition. C'est une avancée commune. Je pense que vous pourrez la faire valoir au niveau de l'Europe ; elle se renforcera si nos partenaires européens empruntent le même chemin.

Comme nous avons beaucoup d'appétit, nous n'en resterons pas là et nous essaierons d'aller un peu plus loin, en espérant ne pas vous donner de regrets. Nous avons tous conscience que les paradis fiscaux sont une cause majeure de la difficulté des pays occidentaux ; cette évasion fiscale est pour une large part à l'origine de l'austérité dans nos pays. C'est parce que cet argent manque à notre économie et à nos entreprises que nous avons envie d'aller aussi loin que possible et que nous ferons de nouvelles propositions au cours du débat.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président

La parole est à M. Yann Galut.

[Laisser un commentaire](#)



Yann Galut

Pour la première fois dans notre histoire politique, nous allons introduire dans notre droit un contrôle de l'activité des banques françaises dans les paradis fiscaux. Il s'agit d'une avancée considérable dont nous devons mesurer la portée. Au moment où nous demandons à chaque Français de participer à l'effort national, nous ne pouvons rester sans réaction face aux paradis fiscaux qui pillent nos ressources en toute impunité. Comment peut-on continuer à accepter que 30 à 60 milliards de la richesse de la France soient transférés illégalement, avec la complicité de banques et d'entreprises, dans ces paradis fiscaux ?

Les chiffres de l'évasion fiscale donnent en effet le tournis. Si elle a été évaluée à 30 milliards d'euros en 2007 par la Cour des comptes, la commission d'enquête parlementaire du Sénat avance à présent le chiffre de 60 milliards. Ce chiffre doit être rapproché des 40 milliards annuels d'intérêts de notre dette : sans l'évasion fiscale, le poids de la dette ne serait pas de 90 mais de 60 % du PIB. Au niveau européen, cette évasion est estimée à 200 milliards d'euros par an, soit deux fois le budget de l'Union ! Au niveau mondial, on estime que 10 000 à 12 000 milliards d'euros disparaissent dans les paradis fiscaux !

Les paradis fiscaux reviennent à loger les bénéfices dans les pays tiers et à laisser les coûts dans les pays à forte fiscalité. C'est inacceptable. De même, on peut s'interroger sur l'installation de filiales dans des paradis fiscaux pratiquée par certaines entreprises françaises : BNP-Paribas y posséderait 150 établissements, France Télécom soixante-trois, Carrefour trente-deux, Michelin vingt-sept, pour ne citer que ces exemples.

Le Gouvernement a accepté en commission un amendement qui fera date, obligeant les banques à déclarer le nom et la nature de leurs activités, leur produit net bancaire et leurs effectifs. C'est un premier pas, que nous devons amplifier. Ne pourrions-nous exiger des banques qu'elles communiquent aussi les bénéfices réalisés ainsi que les impôts versés au Gouvernement dans chaque lieu d'activité ? Ces deux autres critères permettraient de mieux déterminer le volume de l'évasion fiscale, pour mieux lutter contre ce phénomène.

En conclusion, monsieur le ministre, je tiens à saluer cette première avancée extrêmement importante – que l'on pourrait même qualifier d'historique – mais je souhaite que nous envisagions d'aller plus loin.

[Laisser un commentaire](#)

[Debut de section - Permalien](#)



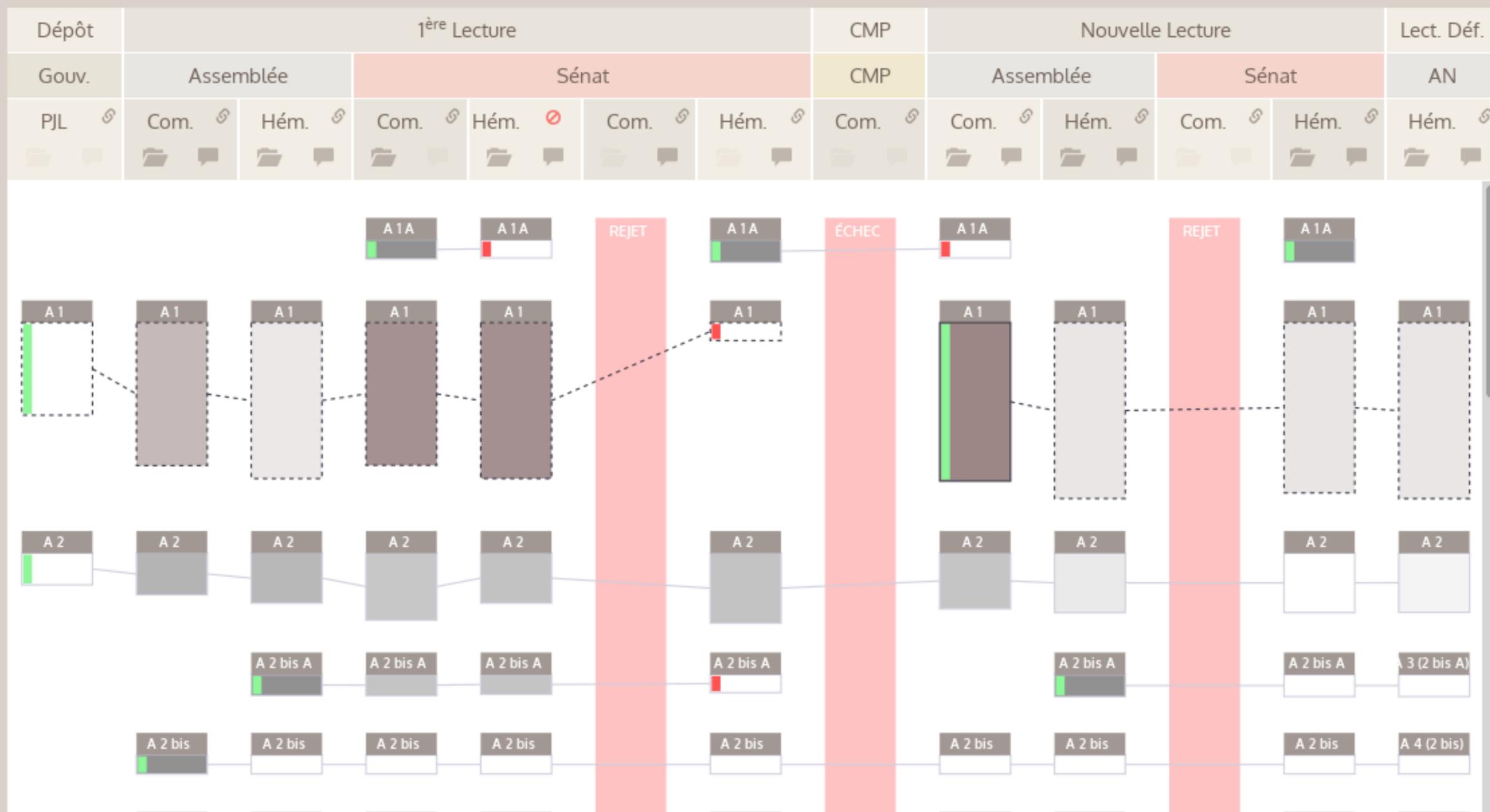
PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

- Dossier Sénat
- Loi sur Légifrance
- Dossier Assemblée
- Open Data / Git

< Voir la chronologie du texte

Vue alignée ▾

?



Article 1

- solution du litige ou utile pour la découverte de la vérité.
- "II bis. - Les informations contenues dans les déclarations d'intérêts et d'activités rendues publiques conformément et dans les limites fixées au présent article sont réutilisables dans les conditions prévues aux articles 10 à 13 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal
 - "III. - Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, précise les modalités d'application du présent article."
 - III. - L'article L. O. 135-3 du même code est ainsi modifié :
 - 1° Au début du premier alinéa, les mots : "La Commission pour la transparence



La numérisation est terminée : les 11 095 extraits de déclarations ont été saisis en moins d'une semaine par près de 8 000 personnes.



Déclaration de Daniel Raoul

Partie 9 / 12

Fonctions et mandats électifs

8° Les fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection :

Identification des fonctions et mandats électifs	Date de début et de fin de fonction et mandats électifs	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Conseiller délégué de la Ville d'Angers	2008 - 2014	
Vice Président de Communauté d'Agglo	2008 - 2014	
Sénateur	2001 Election 2011 Renouvellement 2017 Fin de mandat	

9° Les noms des collaborateurs parlementaires ainsi que les activités déclarées par eux :

Noms des collaborateurs parlementaires	Identification de l'employeur ou de la	Description d'exercice de l'activité

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par fonction ou mandat déclaré par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.

Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification des fonctions et mandats électifs	Date de début et de fin de fonction de mandats électifs	Rémunérations, Indemnités ou gratifications perçues
--	---	---

Fonction ou mandat n°1

Dates de début et de fin n°1

Rémunération n°1



Fonction ou mandat n°2

Dates de début et de fin n°2

Rémunération n°2

Signaler un problème ▾

Valider le formulaire vide ➤

[Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

L'étude issue de l'exploitation de ces données a été publiée le 17 mars 2011. Vous pouvez la consulter à l'adresse suivante : <http://www.regardscitoyens.org/transparence-france/etude-lobbying/>

Numérisons les lobbyistes de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence Internationale France et Regards Citoyens s'associent](#) pour mieux connaître les lobbyistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

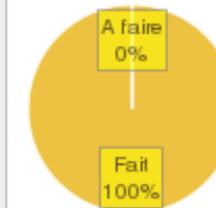
Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques

Etre averti

Connexion



Top Contributeurs

1. Nicoz (1601)
2. aline250 (1501)
3. versailai... (1184)
4. moira (1048)
5. [Nanostelia](#) (839)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un [rapport parlementaire](#) :

du développement et de l'aménagement durables

- M. Jean-Claude GAZEAU, Président de la Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES)
- M. Roger GOUDIARD, Directeur du département Asie à l'Agence française de développement (AFD)
- M. Yorik PELHATE, Chargé des relations avec le Parlement et les institutions d'Air France
- Mme Annick PERRIMOND-DU BREUIL, Directrice des relations institutionnelles d'EADS
- M. **Philippe de SAINT-AULAIRE**, Directeur Environnement d'Airbus
- M. Philippe ROSIER, Directeur général de "Rhodia Energy Services",
- M. Bertrand SALLÉ DE CHOU, Directeur des affaires publiques, Rhodia

Sexe Homme Femme

Prénom et Nom

Merci de ne pas saisir le titre, le grade ou toute information qui ne soit pas le nom et le prénom.

Fonction

Si plusieurs fonctions, choisissez celle qui vous semble la plus importante.

Organisation / employeur

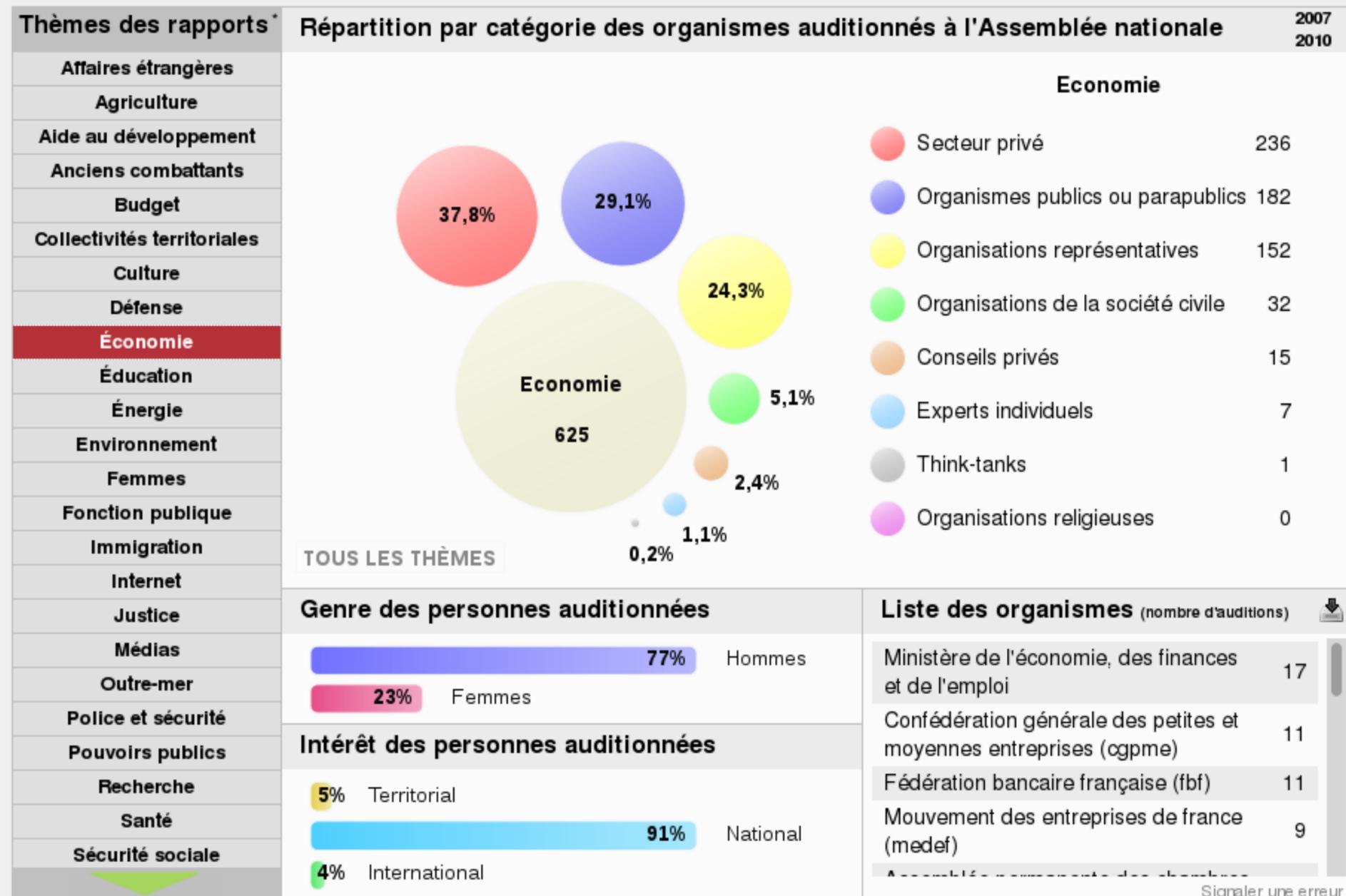
Merci d'indiquer le nom complet et son éventuel acronyme.

[Pas une personne / personne pas auditionnée - signaler une erreur](#)

Numérisation terminée !

représentants d'intérêt inscrits en mars 2011 au [registre officiel de l'Assemblée nationale](#) !

Néanmoins, des listes d'auditions n'ont pu être trouvées que dans 38% des rapports produits en trois ans. Cette étude, malgré ses aspects inédits, ne révèle encore qu'une partie émergée de l'iceberg des nombreuses formes et voies que prend le lobbying à l'Assemblée nationale. Les sujets en débat public sont souvent complexes, parfois techniques et nécessitent de confronter une pluralité de points de vue. Le Parlement doit adopter des mesures pour que les rencontres entre parlementaires et société, comme les arguments, soient simplement connus.



* : La qualification des thèmes retenue est celle élaborée par l'Assemblée nationale sur ses rapports

[Comparer ces données avec les organisations enregistrées au registre de l'Assemblée](#)